

**NON AU
CHOMAGE !**

**NON AUX BAISES
DE SALAIRE !**

NATIONALISATION



**DES ENTREPRISES
QUI FERMENT OU
DELOCALISENT !
SANS INDEMNISATION DES PATRONS**

« La nationalisation, c'est utopique »

FAUX !

Ce qui est utopique, c'est bien cette société capitaliste qui, avec ses crises de plus en plus meurtrières, n'a plus aucun avenir, plus aucun sens, si ce n'est de jouer avec nos vies et nous broyer... En 1945, alors que la France de la libération était économiquement à terre, alors que tant de patrons, compromis avec les régimes fascistes de Pétain et d'Hitler, étaient discrédités, avaient fui leurs usines, beaucoup d'entre elles ont été réquisitionnées, nationalisées, et ont redémarré la production pour reconstruire le pays ! A cette époque, comme aujourd'hui où les patrons délocalisent à tour de bras, ce qui est utopique c'est justement de croire qu'on protégera l'outil industriel et l'emploi sans nationaliser !

« La nationalisation c'est cher, l'Etat n'a plus les moyens »

FAUX !

N'oublions pas que cet Etat qui prétend avoir les caisses vides, peut du jour au lendemain verser aux banques des milliards d'euros (2008), détourner l'argent des contribuables pour arroser « d'aides » et de subventions des patrons-assistés qui délocalisent quand même, soi disant pour « protéger l'emploi », dépenser des sommes colossales pour bombarder à nos frais des peuples qui ne nous ont rien fait, afin de garantir les intérêts de grandes firmes comme Total ou Areva (Irak, Libye, Mali, etc.)... Les moyens, même en temps de crise, il les a ! La preuve, il les offre sans conditions et tant qu'il peut aux nantis et aux patrons ! La preuve, les milliards de profits annuels redistribués aux actionnaires des entreprises du CAC40 qui échappent au fisc pendant que les travailleurs croulent sous les impôts.

**A l'offensive contre les
patrons-terroristes!
Nationalisation!**

**« La nationalisation, c'était possible avant,
mais plus maintenant »**

FAUX !

Depuis ces dernières années, après une crise financière particulièrement dramatique pour les travailleurs sur le continent et des mouvements populaires puissants contre les privatisations, les gouvernements révolutionnaires de nombreux pays d'Amérique Latine, à commencer par le Venezuela d'Hugo Chavez, et la Bolivie d'Evo Morales, ont nationalisé les secteurs clé de l'économie : Electricité, hydrocarbures, mines, télécommunications, banques, ... pour protéger l'emploi, empêcher la flambée des prix et retrouver la souveraineté économique permettant les politiques de redistribution sociale, sans entrave des prédateurs impérialistes. Si ces pays dits « pauvres » exproprient les patrons et les multinationales étrangères, et permettent aux peuples de sortir de la pauvreté par cette voie, pourquoi un pays riche comme le notre ne le pourrait-il pas ?

Les pays « émergents » comme la Chine dirigé par un parti communiste crée des millions d'emplois, élève le niveau de vie des travailleurs, massifie l'éducation, l'instruction de haute qualité de la jeunesse, généralise l'accès aux soins de la population grâce une politique antilibérale rendue possible par la nationalisation et la propriété d'état des secteurs clefs de l'économie.

« Il y a d'autres solutions avant d'en arriver là »

VRAI ET FAUX !

Evidemment, chaque annonce de fermeture d'entreprise a lieu dans un contexte bien précis. Ici la lutte pour créer une coopérative et faire repartir l'outil industriel sans le patron est possible, là, un repreneur se présente et il faut lutter pour qu'il maintienne tous les emplois et les salaires... mais de façon générale, le mot d'ordre de nationalisation sans indemnisation des patrons a partout sa raison d'être et permet de faire l'unité des revendications immédiates de la classe ouvrière : Partout où les patrons pratiquent le terrorisme par le chantage à la délocalisation pour obtenir des baisses de salaire, des gains de « flexibilité », les ouvriers ont intérêt à mettre l'Etat devant ses responsabilités et revendiquer clairement la nationalisation pour sortir du chantage. Partout où les licenciements boursiers s'imposent par la « logique » implacable du marché et du libéralisme, les ouvriers doivent répondre par la logique implacable de la souveraineté et de la nationalisation, pour sauver l'emploi et l'outil industriel des griffes du capitalisme financier parasitaire ! Interdire les licenciements boursiers ou les fermetures boursières d'entreprises, c'est en dernière instance nationaliser.



RCC

RASSEMBLEMENT DES
CERCLES COMMUNISTES

CERCLE COMMUNISTE D'ALSACE – ROUGE VIF BOUCHES DU RHONE
CERCLE COMMUNISTE DE REGION PARISIENNE - CERCLE BARBUSSE
COORDINATION COMMUNISTE NORD PAS DE CALAIS

RASSEMBLEMENTCOMMUNISTE.ORG